

Depuis dix ans, un changement majeur s'est opéré dans le domaine du journalisme d'investigation, à l'écart des journalistes français. Il s'agit de l'émergence d'un réseau mondial d'enquêteurs, qui ont créé des outils et des capacités dont on n'avait même jamais osé rêver auparavant.

Au premier rang parmi les tendances majeures du journalisme d'investigation tout au long de la dernière décennie, on trouve les membres du Global Investigative Journalism Network (GIJN). L'histoire de ce mouvement a débuté en 2001, lorsque deux personnalités marquantes du métier de journaliste enquêteur, Brant Houston et Nils Mulvad, ont lancé un appel afin d'organiser une réunion à Copenhague. A l'époque, Brant Houston était le directeur exécutif des Investigative Reporters and Editors Inc. (IRE), l'association la plus importante de journalistes enquêteurs, aux Etats-Unis et dans le monde, avec plusieurs milliers d'adhérents. Quant à Nils Mulvad, il a fondé le Danish Institute for Computer Assisted Reporting (DICAR), à l'instar de Brant Houston, qui auparavant avait publié le manuel phare sur les techniques informatiques appliquées au journalisme¹. Le congrès qu'ils ont organisé a suivi le modèle des réunions annuelles des IRE, avec des journalistes exposant leurs derniers sujets et les méthodes utilisées pour les réaliser, un partage d'astuces et de « *best practices* », assez exceptionnel dans un métier aussi concurrentiel. Remarquons qu'on est loin de l'idée que l'investigation dépend surtout d'un « carnet d'adresses », et corrélativement que les méthodes pertinentes sont forcément personnelles, voire non transmissibles.

Des Français ont été invités à Copenhague en 2001, mais le seul représentant de la France sur place était l'auteur de ces lignes, un expatrié américain. Il est vrai que la langue de travail était l'anglais mais cela n'a pas empêché les journalistes d'une vingtaine de pays de participer au congrès. L'un des moments forts a été une conférence d'Eva Joly, à l'époque quasiment réfugiée en Norvège. Elle a fait deux remarques fort intéressantes : d'abord, que les journalistes qui se lancent dans une investigation pour faits de corruption devaient être « propres » eux-mêmes ; en second lieu, que même un journaliste dépourvu de pouvoirs judiciaires peut aller voir comment vivent les hommes politiques, et si leur niveau de vie correspond à leur revenu officiel.

Lors du congrès suivant, en 2003, toujours à Copenhague, des rédactions parisiennes ont été contactées, celles notamment des grands quotidiens. Aucune n'a cru bon de répondre. C'est la raison pour laquelle aucun citoyen français n'a signé la charte fondatrice du GIJN, adoptée lors du deuxième congrès. L'organisation n'avait pourtant pas de structure formelle, du moins officiellement. Elle était gérée par un comité de volontaires, théoriquement ouvert à quiconque voulait venir, mais effectivement contrôlé par un petit groupe de membres, en mode « consensus », selon le mot de Brant Houston. Du Royaume-Uni et de l'Espagne jusqu'à la Roumanie, en passant par les Pays-Bas, l'Italie et tous les pays scandinaves, le seul grand pays européen à avoir boudé ces réunions était la France.

Le congrès s'acheva par un vote sur le prochain lieu de réunion. Dans l'hilarité générale, Amsterdam gagna contre Bruxelles par le score de 300 à 1. Plus significatif, les deux villes furent choisies par une

nouvelle association, la VVOJ, réunissant les journalistes d'investigation hollandais et belges de langue flamande. C'était l'une des premières manifestations de ce qui allait devenir une tendance majeure dans le sillage du GIJN : la création d'associations nationales, membres d'un réseau. On en dénombre aujourd'hui seize sur le site www.gijn.org, dont la plupart en Scandinavie et dans les pays de l'Europe de l'Est. Si cette liste n'est pas exhaustive, sa distribution géographique illustre ce constat : l'activisme scandinave en matière de médias a joué un rôle fondamental pour le succès et la renommée de ce mouvement.

Dès le début, les fonctions de ces associations furent multiples. Elles permettaient aux enquêteurs de se réunir seuls pour conduire de grandes enquêtes. Ce fut notamment le cas du Romanian Center for Investigative Reporting qui, sous la direction de Stéfan Candéa et Paul Radu, est devenu une puissante locomotive pour toute la région et au-delà. Il n'est pas sans intérêt de souligner qu'en 2003 ces deux reporters n'étaient âgés que d'une vingtaine d'années. Dans un réseau dominé par les quadragénaires et quinquagénaires de la génération Watergate, les Roumains incarnaient les premiers signes d'un renouveau. Ils étaient soutenus par des fondations, dont les plus efficaces ont sans doute été SCOOP et International Media Support, toutes deux subventionnées par le gouvernement danois, l'Open Society Institute, créé et financé par George Soros et par la Knight Foundation, qui a pris en charge la formation de plusieurs membres de cette nouvelle élite aux Etats-Unis tout en investissant dans certains de leurs projets.

Les nouveaux centres d'investigation servaient également de laboratoires pour expérimenter des méthodes nouvelles dans leurs régions respectives. Ainsi, les recherches sur la corruption et la criminalité organisée ont été particulièrement approfondies en Roumanie, en Ukraine et dans les Balkans. Le dépouillement des archives a progressé en Bulgarie grâce à la journaliste Alexenia Dimitrova. Enfin, le reportage assisté par ordinateur a évolué de manière spectaculaire en Hollande, où parmi d'autres exploits, Henk Van Ess a fourni au monde entier des outils de recherche sur les bases de données de WikiLeaks.

Les centres jouent également le rôle de promoteurs, en invitant d'autres innovateurs à présenter leurs travaux chez eux, lors de leurs congrès régionaux. Habituellement, ces congrès attiraient jusqu'à 200 reporters, jeunes pour la plupart. Un tel congrès avait été envisagé en France, mais le projet échoua à cause du choix du sponsor, une école du journalisme, de n'inviter que des journalistes confirmés et de demander un tarif d'inscription relativement élevé pour le réseau. Dès 2004, le nouveau Centre for Investigative Journalism (CIJ) de Londres, fondé par Gavin McFadyen avec le soutien de l'ancienne journaliste et mécène Edith Potter, et sa « Summer School » sont devenus une vitrine pour une cohorte d'enseignants enquêteurs, ainsi qu'un lieu de rencontres et de discussions pour les principaux acteurs du réseau. Quand le Forum for African Investigative Reporters rassembla des journalistes de plusieurs pays sur des sujets comme la corruption dans le sport, on put noter que certains de leurs modèles, comme Andrew Jennings, pourfendeur de la FIFA et le Comité olympique international, étaient issus du rang du CIJ.

En 2005, le congrès d'Amsterdam a marqué une nouvelle étape, passée inaperçue sur le moment. Ce que l'on constata en revanche, ce fut une certaine institutionnalisation du réseau, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Le discours inaugural de David Leigh, rédacteur en chef adjoint pour l'investigation du *Guardian* (UK), était empreint d'un certain pessimisme qui ne manqua pas de déconcerter l'assistance des quelque 500 journalistes venus d'une soixantaine de pays. Le *downsizing* de la presse anglaise, qui allait mettre au chômage un quart des effectifs avant la fin de la décennie, « avait cassé l'ambiance ». Des journalistes éminents, comme Anna Politkovskaya, dont la présence fut particulièrement remarquée lors de ce congrès, se savaient menacés de mort, non sans raison malheureusement.

Les Français brillaient encore par leur absence, contrairement aux Allemands, dont l'association Netzwerk Recherche était déjà très influente dans le GIJN. L'année 2006 marqua un tournant décisif, quand Luc Hermann, à l'époque co-animateur de 90 minutes sur Canal+, donna une conférence au CIJ de Londres. Au beau milieu de la « Summer School » tomba la nouvelle selon laquelle Canal+ mettait un terme à cette émission. Une pétition de soutien fut organisée puis publiée par le *Nouvel Observateur*². Plus tard, Hermann et Moreira deviendront les premiers Français, et jusqu'ici les seuls, à se rendre régulièrement aux congrès du GIJN. C'est ainsi que fin 2011, ils s'allièrent à plusieurs groupes d'investigation européens pour la production et la distribution de documentaires³.

Si je consentais à livrer un aveu, je confierais que ce congrès d'Amsterdam a marqué un tournant dans ma vie personnelle. Ce congrès fut l'occasion de présenter mes premiers travaux sur l'enquête par hypothèse, dans laquelle une histoire provisoire sert à orienter les recherches. L'idée m'est venue en constatant que, malgré la qualité des conférences sur tel ou tel sujet d'enquête lors de nos congrès, personne ne disait aux néophytes ou aux étudiants, de plus en plus nombreux dans l'assistance, comment il convenait d'initier et de planifier une enquête. A l'issue de mon intervention, le Hollandais Luuk Sengers et le Danois Flemming Svith, réputés pour leurs recherches sur le reportage assisté par ordinateur, m'ont littéralement saisi pour me montrer les nouveaux outils informatiques qu'ils avaient créés afin d'organiser la masse de données générées lors de leurs enquêtes.

Parmi les auditeurs de ces présentations se trouvait Pia Thordsen, journaliste danoise qui allait bientôt rejoindre le conseil d'administration d'une nouvelle ONG, Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ⁴), basée à Amman, en Jordanie. (D'abord objet de scepticisme - « *L'investigation en monde Arabe ? Tu parles !* » - l'ARIJ est devenue la plaque tournante d'un réseau de plusieurs centaines de journalistes arabophones, de Tunisie au Yémen, grâce aux efforts de sa directrice exécutive, Rana Sabbagh). Deux années plus tard, l'ARIJ me demandera de créer un manuel d'investigation pour le monde arabe. J'ai alors invité plusieurs membres du réseau, y compris Sengers et Svith, à devenir mes co-auteurs. Un cadre de l'UNESCO, Andréa Cairola, qui avait entendu parler de nos travaux lors d'un congrès du GIJN à Lillehammer en 2008, fera en sorte que son institution participe au financement et à la diffusion mondiale du manuel.

Story-Based Inquiry : A Manual for Investigative Journalists fut publié par l'UNESCO en août 2009 sous la forme d'un fichier PDF, téléchargeable gratuitement sur Internet. Dès le lendemain de sa parution sur Internet, il fut disponible sur 200 sites web appartenant aux membres du GIJN. Deux ans plus tard, le manuel était traduit en arabe, français, russe, chinois et kurde. A l'inverse des méthodes précédentes d'enseignement de l'investigation, cette méthode pouvait être utilisée dans tous les pays et pour toutes les cultures. Le livre avait été conçu pour être reproduit à peu de frais sur n'importe quel matériel informatique, en 80 pages A4⁵. En 2011, l'UNESCO apporta son soutien au réseau grâce à la création d'une anthologie d'enquêtes menées par les membres du réseau. La publication fut retardée pour des raisons budgétaires mais elle est accessible en version beta⁶. C'est de cette façon que le réseau se donna les outils nécessaires à la transmission de son savoir collectif.

Le succès immédiat de *Story-Based Inquiry* était un signe parmi d'autres de l'essor spectaculaire du GIJN, et ce malgré la crise des médias. En 2009 aux Etats-Unis, Charles Lewis, fondateur du Center for Public Integrity, premier modèle du journalisme d'investigation « non-profit », et Brant Houston s'allièrent à plusieurs nouveaux centres aux Etats-Unis au sein de l'Investigative News Network⁷. C'est dans ce contexte, et en recrutant dans le même réseau, que fut lancé le célèbre site *ProPublica*. Détail important : l'INN réussit à négocier avec Reuters la reprise, contre paiement, des contenus de ce dernier. Ainsi commença à être reconnue la valeur marchande de l'investigation, et non seulement ses risques, lenteurs et autres présumés défauts, cités le plus souvent pour en justifier l'abandon.

En 2010, le congrès du GIJN, qui s'est tenu à Genève, fut marqué par de nombreuses conférences sur les *business models* susceptibles de soutenir le journalisme d'investigation, quel que soit le niveau d'investissement des grands médias. Dans un métier où il est de bon ton de mépriser l'argent, c'était une innovation bienvenue. Grâce sans doute à la décision des organisateurs de mettre en place un système de traduction simultanée d'anglais en français, Claude Angeli du *Canard enchaîné* participa au Congrès, marquant ainsi pour la première fois la présence d'un représentant d'un grand média d'investigation français. Il révéla entre autres que les ventes du *Canard enchaîné* augmentaient de 25 % chaque fois qu'il faisait la Une sur les logements des ministres.

Pour la première fois, à Genève deux ONG connues pour leurs enquêtes, Greenpeace et Human Rights Watch, donnèrent une conférence sur leurs méthodes. Le GIJN prit acte du fait que, tandis que l'industrie des actualités voyait ses capacités diminuer, d'autres acteurs apparaissaient comme « chiens de garde », non seulement en qualité de suppléants des médias, mais comme de vrais partenaires. Les lauréats couronnés lors du congrès y firent allusion : un prix fut décerné à des médias anglais, norvégien et hollandais qui avaient enquêté ensemble, avec le soutien et la participation de Greenpeace, sur des incidents graves impliquant Trafigura, entreprise spécialisée dans la vente du pétrole et de ses dérivés. Il faut remarquer que cette coalition réussit à « sortir » l'histoire après que la BBC avait dû y renoncer, sous la pression des avocats de Trafigura.

Une autre alliance de taille fut conclue grâce au GIJN. Peu de temps avant le congrès de Genève, un nouveau conférencier avait fait ses débuts lors du congrès en mars 2010 de la SKUP, l'association norvégienne des journalistes d'investigation, dans une petite ville côtière au sud d'Oslo. Il était si peu connu par les grands médias que sa conférence avait été programmée à 9 heures un samedi matin, heure peu propice pour attirer les foules dans un pays aussi fêlard que la Norvège. Julian Assange avait donc parlé de WikiLeaks à une petite dizaine de personnes, mais il avait aussi fait des rencontres, notamment celle de David Leigh du *Guardian*, qui eut droit à une avant-première du film *Collateral Murder* qui, quelques semaines plus tard, fera la réputation mondiale de WikiLeaks⁸. Par la suite, ce seront David Leigh et Nick Davies du *Guardian*, encore une personnalité marquante du GIJN, qui feront le lien entre Julian Assange et la presse pour la sortie des archives américaines des guerres en Irak et en Afghanistan. Remarquons également que le GIJN a été parmi les premiers défenseurs de Julian Assange, lorsque le gouvernement américain a suggéré qu'il pourrait être coupable de crime d'espionnage⁹. Voilà pourquoi les médias français ne figuraient pas parmi les premiers à sortir les archives de WikiLeaks : ils étaient absents quand furent nouées des relations professionnelles entre Julian Assange et les médias.

L'effet de réseau, une conjugaison de ressources et d'énergie, devient de plus en plus indiscutable. En 2008, Paul Radu avait publié son manuel *Follow the Money* - en format PDF libre - qui offrait aux reporters une liste des sources disponibles sur le monde des affaires¹⁰. Plus tard, lui et ses collègues du nouvel Organised Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP)¹¹, basé à Sarajevo et dirigé par Drew Sullivan, étendront leurs méthodes dans des enquêtes transnationales sur la criminalité financière. En 2011, Paul Radu a également fondé, avec le soutien de la fondation Knight, un site qu'il a baptisé Investigative Dashboard¹², version numérique et améliorée de *Follow the Money*. Au lendemain de la révolution égyptienne, des reporters du quotidien *Al-Masry Al-Youm*, avec l'aide de l'OCCRP et de l'ARIJ, ont retrouvé une partie des fonds subtilisés à l'Egypte par les affidés de l'ancien chef de l'Etat, Hosni Moubarak¹³.

En dix ans, le GIJN est ainsi devenu un lieu de rencontres, de projets internationaux et d'échanges qui a contribué à changer les modes d'exercice des métiers du journalisme. Les journalistes français, malheureusement, sont le plus souvent absents. Si, lors du dernier congrès du GIJN, à Kiev en octobre 2011, Florence Aubenas a donné une conférence sur le journalisme d'aujourd'hui, le responsable d'un média d'investigation parisien a annulé sa participation à la dernière minute sans donner d'explication.

On peut se demander pourquoi les journalistes français, dans leur majorité, se comportent comme s'ils n'avaient rien à apporter ni à apprendre, d'un réseau qui s'emploie à réfléchir sur l'avenir du journalisme d'investigation, et peut-être sur celui du journalisme tout court.

Sources :

2. Houston, Brant, *Computer-Assisted Reporting : A Practical Guide*, St. Martin's Press, 1996.
4. La pétition a hélas disparu du site de l'hebdomadaire.
6. <http://www.variety.com/article/VR1118042412?categoryid=14&cs=1&cmpid=RSS|News|LatestNews>
8. www.arij.net
10. Le manuel est toujours disponible gratuitement, notamment à : http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=29032&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html
12. <http://markleehunter.free.fr>
14. <http://www.investigativenetwork.org/>
16. La rencontre est décrite par Leigh et Luke Harding dans leur livre, *Wikileaks : Inside Julian Assange's War on Secrecy*. Theguardian (sic), 2011.
18. <http://www.journalism.co.uk/news/journalists-across-globe-sign-petition-in-support-of-wikileaks/s2/a541373/>
20. <http://www.icfj.org/resources/follow-money-guide-tracking-corruption>
22. <http://www.reportingproject.net/>
24. <http://www.investigativedashboard.org/>
26. <http://arij.net/en/hussein-salem-still-owns-28-gas-exporting-company-israel-part-i>